

NEWSLETTER 3-2017

à tous les membres des sections / an alle Sektionsmitglieder

Table des matières / Inhaltsverzeichnis

		Page
1.	Gel d'avril 2017	1
2.	Ordonnance du DFI sur les boissons	3
3.	IVVS	4
3.1	Demande d'extension de la force obligatoire	4
3.2	Passage du système des AOC viticoles à celui des AOP-IGP	4
4.	VITISWISS	5
4.1	Nouvelles contributions pour la viticulture	5
4.2	Plan d'action visant à la réduction des risques et à l'utilisation durable des produits phytosanitaires et liste de produits	5
4.3	Catalogue de mesures durables – modules viticole, cave, entreprise	7
5.	Centre de viticulture de Wädenswil	7
6.	Imposition des immeubles agricoles et sylvicoles	7
7.	Assemblées des délégués FSV et VITISWISS 2018	9
1.	<i>Frost vom April 2017</i>	<i>10</i>
2.	<i>Verordnung des EDI über Getränke</i>	<i>11</i>
3.	<i>BSRW</i>	<i>12</i>
3.1	<i>Antrag zur Ausdehnung der Selbsthilfemassnahmen</i>	<i>12</i>
3.2	<i>Übergang des AOC Systems im Weinbau in das System AOP-IGP</i>	<i>13</i>
4.	<i>VITISWISS</i>	<i>13</i>
4.1	<i>Neue Beiträge für den Rebbau</i>	<i>13</i>
4.2	<i>Aktionsplan zur Risikoreduktion und nachhaltigen Anwendung von Pflanzenschutzmitteln und Produkteliste</i>	<i>13</i>
4.3	<i>Verzeichnis der Nachhaltigkeits-Massnahmen – Modul Rebbau, Wein- bereitung, Betrieb</i>	<i>15</i>
5.	<i>Weinbauzentrum Wädenswil</i>	<i>15</i>
6.	<i>Besteuerung land- und forstwirtschaftlicher Grundstücke</i>	<i>15</i>
7.	<i>Delegiertenversammlungen SWBV und VITISWISS 2018</i>	<i>16</i>

1. Gel d'avril 2017

Par communiqué de presse du 18 août 2017, fondssuisse (Fonds suisse de secours pour dommages non assurables causés par des forces naturelles) a informé qu'en raison des importants dommages causés par le gel sur l'ensemble du territoire national et du caractère exceptionnel de cet événement, il a décidé d'entrer en matière et de tolérer une exception aux critères de contribution en vigueur. En complément aux mesures prises par la Confédération et par les cantons (et dans certains cas, aux éventuelles prestations d'assurance), fondssuisse

soutiendra les exploitations gravement touchées (cas de rigueur) au moyen de contributions à fonds perdu pour atténuer les conséquences de ces pertes exceptionnelles. Le montant de l'indemnisation ne pourra être déterminé que lorsque les annonces de dommage de toute la Suisse seront parvenues à fondssuisse.

Les conditions de contribution sont régies par les "Directives" de fondssuisse et sont précisées comme suit en ce qui concerne les dégâts dus au gel en 2017 dans les cultures fruitières, les cultures de petits fruits et dans la vigne :

1. Sinistrés ayants droit

Les exploitants qui cultivent sur le territoire national conformément à l'art. 3, al. 2 et 3 de l'Ordonnance sur les paiements directs ont droit à une contribution moyennant :

- **au minimum 60 % UMOS** dans la culture des fruits, des petits fruits ou de la vigne
- au minimum 1 ha de surface exploitée pour la culture des fruits, des petits fruits ou de la vigne.

Le revenu non agricole ne doit pas dépasser les 50 %.

Les corporations/les sociétés, créées aux fins d'assurer l'exploitation rationnelle du sol, ont en outre droit à cette contribution, pour autant que leurs membres soient des personnes physiques.

2. Le montant du dommage

La perte totale des récoltes subies par l'exploitation en 2017 dans le domaine des cultures de fruits/de petits fruits/de la vigne en raison du gel se monte à :

- **au moins 75 %** (degré d'endommagement I/fort)
- au moins 50 % à 75 % (degré d'endommagement II/moyen).

La perte de récolte se base sur la quantité récoltée en 2017 (en kg) en comparaison avec la moyenne des 4 dernières années. La perte de récolte de l'exploitation résulte de la moyenne pondérée de toutes les surfaces/cultures.

3. La situation financière (revenu et fortune)

Sont déterminants les éléments imposables du domicile fiscal (revenu et fortune, après déductions sociales) de toutes les personnes concernées :

- les contributions sont allouées sans déductions jusqu'à un revenu de CHF 100'000.00 et/ou une fortune de CHF 1'000'000.00.
- au-delà, il est procédé à des déductions graduelles. Aucune contribution n'est versée si le revenu dépasse CHF 200'000.00 et/ou si la fortune est supérieure à CHF 2'000'000.00.

Les formulaires d'annonce de dommage aux arbres fruitiers, aux cultures de petits fruits et à la vigne étaient disponibles auprès des services cantonaux et devaient leur être retournés d'ici le 15 septembre prochain.

Enfin, la dernière estimation de la perte de récolte due au gel d'avril est la suivante :

Région	Perte de récolte sur l'ensemble de la surface
Valais	Environ 25 %
Vaud	Insignifiant (sauf Vully)
Vully VD et FR	Entre 40 et 60 %
Genève	Entre 30 et 40 %
Neuchâtel	Insignifiant
Lac de Bienne	Aucune perte
Tessin	3 à 5 %
Suisse alémanique	Environ 40 %

2. Ordonnance sur les boissons

La nouvelle Ordonnance sur les boissons est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2017. Les chapitres 3 à 6, art. 69 à 97, contiennent les dispositions régissant le vin et les directives concernant les procédés œnologiques sont inscrites dans l'annexe de l'Ordonnance.

Les commentaires de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) relatifs à l'Ordonnance sur les boissons sont les suivants :

"Chapitre 3 à 6 : Vin, vin mousseux, sans alcool et boissons à base de vin

Les domaines du vin, des vins mousseux et des boissons à base de vin ont déjà été harmonisés selon l'Accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux échanges de produits agricoles. Les changements mineurs qui sont entrepris permettent de maintenir notamment à jour les exigences exhaustives, en particulier la longue liste des procédés œnologiques reconnus, qui figurent dans la réglementation européenne. A signaler que la liste des procédés œnologiques contient nouvellement aussi les additifs admis lors de l'élaboration des vins. Les autres chapitres consacrés aux différentes catégories de boissons alcooliques ne règlent pas les exigences relatives aux additifs.

La possibilité de recevoir une autorisation pour un nouveau procédé œnologique a été supprimée. En conséquence, l'OSAV évaluera l'opportunité d'adapter les bases légales en vigueur pour prendre en compte de telles nouveautés. Il est aussi important de signaler que l'OSAV n'a délivré dans le passé que rarement ce genre d'autorisations aux milieux autorisés.

A noter deux nouveautés qui revêtent une importance particulière en ce qui concerne l'étiquetage. Dorénavant, on ne pourra utiliser, dans l'indication de la raison sociale, un terme vinicole défini dans une législation fédérale ou cantonale que s'il répond aux exigences fixées dans ladite législation (art. 75, al. 1, let. b). A l'heure actuelle, nous sommes confrontés à de nombreuses bouteilles sur lesquelles apparaissent ce genre d'indication sans que cela reflète la réalité, trompant ainsi le consommateur sur l'origine réelle du produit.

De même, il arrive que certains producteurs, notamment de vins mousseux, importent du vin ou du raisin étranger et leur fassent subir une dernière transformation (par exemple une deuxième fermentation) afin de les estampiller de l'indication "pays de production suisse". Dorénavant, quand le pays de production est différent de l'origine des raisins ou des vins à partir desquels le produit final a été obtenu, l'indication du pays de production devra être indiquée d'une manière

à faire apparaître cette différence, soit en indiquant l'origine des vins ou des raisins utilisés, soit en informant qu'ils proviennent de pays d'origines différentes (art. 76, al. 7, let. b).

Enfin, dorénavant, le terme de Schiller sera défini dans l'Ordonnance sur le vin. Cette ordonnance sera aussi complétée par de nouveaux termes viticoles (domaine et cave). A noter que si les vins rosés peuvent être coupés ou assemblés avec des vins blancs à concurrence de 10 % (art. 73, al. 6), cette restriction ne s'applique pas à la préparation des cuvées en vue de l'élaboration de vin mousseux, pétillant ou perlé. Le pourcentage de vins blancs peut en conséquence être plus élevé."

L'étiquetage du vin est réglé par l'art. 75 de la nouvelle Ordonnance sur les boissons. Celle-ci renvoie à l'Ordonnance concernant l'information sur les denrées alimentaires (OIDAI). Dans cette dernière, aux art. 9 et 21, respectivement à l'annexe 9, il est spécifié que, pour les boissons alcooliques titrant plus de 1.2 % vol., l'obligation de déclaration nutritionnelle ou de liste des ingrédients ne s'applique pas. L'exception à cette règle reste, comme par le passé, les indications concernant les allergènes (par exemple SO₂, noisettes, etc., selon l'art. 75, al. 2, let. e de l'Ordonnance sur les boissons) et les matières premières importées, pour autant qu'elles représentent plus de 50 % de la masse du produit fini (art. 16 OIDAI).

Le Contrôle suisse du commerce des vins est une source d'informations détaillées en relation étroite avec la pratique. Il est également chargé d'examiner le respect des dispositions juridiques régissant la déclaration des vins (tél. 043 305 09 09 ; info@cscv-swk.ch).

3. IVVS

3.1 Demande d'extension de la force obligatoire

Lors de sa séance du 28 juin 2017, le comité de l'IVVS a décidé d'adresser à l'OFAG une demande d'extension de la force obligatoire pour l'encaissement des redevances destinées à la promotion des vins. Cependant, pour pouvoir déposer une telle demande, une décision formelle de l'assemblée des délégués est nécessaire. Le secrétariat a donc organisé, par voie de conférence téléphonique, une assemblée extraordinaire des délégués en date du 24 août 2017. A l'unanimité et sans aucune discussion, les délégués ont accepté :

- de reconduire la campagne de promotion des vins suisses pour les années 2018 à 2021
- de confier l'exécution et la mise en œuvre de la campagne à Swiss Wine Promotion SA
- de maintenir les contributions à 0.455 centime au m² (CHF 0.00455) pour la production, et à 0,55 centime au kilo de raisin (CHF 0.0055) pour l'encavage
- de demander l'extension de la mesure d'entraide (force obligatoire) pour la campagne de promotion des vins suisses.

La demande d'extension de la force obligatoire pour les années 2018 à 2021 a donc été adressée le 24 août 2017 au directeur de l'OFAG. Il faudra attendre le mois de novembre pour avoir une réponse. Le président de la FSV et le président de l'IVVS ont récemment rencontré le Conseiller fédéral Schneider-Ammann pour lui demander entre autres de soutenir ce dossier.

3.2 Passage du système des AOC viticoles à celui des AOP-IGP

Lors de la séance conjointe OFAG – Conférence suisse des services de l'agriculture cantonaux (COSAC) – IVVS du 27 avril 2017, il a été convenu que la 2^{ème} rencontre se déroulerait sous

forme d'atelier avec une région pilote, afin de mieux quantifier les possibles conséquences, en particulier commerciales, de l'introduction des AOP-IGP. Le canton de Vaud s'était alors porté volontaire pour accueillir cet atelier. Entretemps, les régions du Chablais et du Vully ont accepté de collaborer pour fournir des données qui formeront la base des discussions. Cet atelier a eu lieu le 29 août 2017 à Yverne. Les travaux ont principalement porté sur les conséquences de la suppression de coupage pour les AOP viticoles, d'une harmonisation de l'exigence fixant à 85 % au minimum du raisin provenant de la zone géographique indiquée pour la mention de noms géographiques complémentaires et de l'exigence de production dans la zone géographique délimitée des vins AOP-IGP.

4. VITISWISS

4.1 Nouvelles contributions pour la viticulture

L'ensemble du paquet "Ordonnance sur les paiements directs" sera publié dans sa version définitive dans la 2ème quinzaine d'octobre. Les modifications, considérées très minimes, seront apportées en conséquence dans le document sur les PER viticoles.

Concernant les nouvelles contributions prévues pour la viticulture, le document est disponible dans sa version définitive depuis le début du mois de septembre. Toutefois les montants ne sont pas encore déterminés.

4.2 Plan d'action visant à la réduction des risques et à l'utilisation durable des produits phytosanitaires et liste de produits

La liste des fongicides qui ne seront plus autorisés pour toucher ces contributions est la suivante :

PPh présentant un potentiel de risque particulier

Sont qualifiés de PPh présentant un potentiel de risque particulier les PPh qui contiennent une substance active remplissant au moins l'un des critères suivants :

- la substance est une substance dont on envisage la substitution selon l'OPPh,
- la substance active est persistante dans le sol (DT50 > 6 mois)¹⁴.

Les substances actives suivantes remplissent au moins l'un de ces critères :

Substance active	Substance dont on envisage la substitution	Persistante dans le sol
1-methylcyclopropene (1-MCP)	x	
Aclonifène	x	
Bifenthrine	x	
Bixafen		x
Bromadiolone	x	
Bromuconazole	x	x
Chlorotoluron	x	
Cyproconazole	x	

Substance active	Substance dont on envisage la substitution	Persistante dans le sol
Cyprodinil	x	
Difenoconazole	x	
Diflufenican	x	
Dimethoate	x	
Diquat	x	x
Epoxiconazole	x	
Etofenprox	x	
Etoxazole	x	
Famoxadone	x	
Fipronil	x	
Fludioxonil	x	
Flufenacet	x	
Flumioxazin	x	
Fluopicolide	x	
Fluquinconazole	x	
Fluxapyroxad		x
Glufosinate	x	
Haloxyfop-(R)-méthylester	x	
Imazamox	x	
Isoproturon	x	
Cuivre	x	x
Lambda-Cyhalothrin	x	
Lenacile	x	
Linuron	x	
Lufenuron	x	x
Metconazole	x	
Methomyl	x	
Methoxyfenozone		x
Metrafenone		x
Metribuzin	x	
Metsulfuron-méthyl	x	
Myclobutanil	x	x
Nicosulfuron	x	
Oxyfluorfen	x	
Paclobutrazol	x	
Pendimethaline	x	
Pirimicarb	x	
Prochloraz	x	
Propiconazole	x	
Propoxycarbazone-sodium	x	
Prosulfuron	x	
Quinoxyfen	x	
Sulcotrione	x	
Tebuconazole	x	
Tebufenpyrad	x	

Substance active	Substance dont on envisage la substitution	Persistante dans le sol
Thiabendazole		x
Thiacloprid	x	
Triazoxide	x	
Ziram	x	

¹⁴ La définition des valeurs DT_{50} se fait au moyen des données utilisées dans le cadre de l'identification des candidats de substitution. Les substances actives persistantes qui sont présentes naturellement dans le sol en quantités correspondantes n'ont pas été prises en compte (oxyde d'aluminium, phosphate fer-III, bicarbonate de potassium, potassium, substances minérales et oxyde de silicium).

4.3 Catalogues de mesures durables – modules viticole, cave, entreprise

Les membres de la commission technique viticole et œnologie ont passé en revue le module viticole et cave. Ils souhaitent proposer quelques modifications et nouveautés à l'assemblée des délégués 2018 pour l'entrée en vigueur en 2019.

Toute personne qui souhaiterait apporter des changements aux modules peut le faire jusqu'au 1er décembre 2017.

5. Centre de viticulture à Wädenswil

Le 5 septembre 2017, l'assemblée des délégués du BDW (Branchenverband Deutschschweizer Wein) a donné sa bénédiction au centre de compétence vitivinicole qui débutera ses activités au début de l'année 2018 à Wädenswil. Pour l'instant, le catalogue des thèmes prévus à l'agenda englobe la production durable, les évolutions structurelles, la digitalisation de la viticulture et le marketing du vin. Le Centre proposera également des services dans le domaine de la recherche appliquée, du conseil, de la formation de base et continue, ainsi que de l'entretien du patrimoine culturel. Le projet, élaboré par le BDW, est soutenu par l'Association pour un Centre viticole à Wädenswil (formée par Agroscope, le BDW, le Strickhof et la Haute école zurichoise des sciences appliquées).

6. Imposition des immeubles agricoles et sylvicoles

Le 14 juin 2017, le Conseil national a décidé, par 112 voix contre 63, de jeter l'éponge sur la réforme de la fiscalité agricole. Cette révision de loi instaurait le retour à l'ancienne pratique fiscale, car de nombreux paysans, en voyant leur immeuble transféré de fortune commerciale à fortune privée, se retrouvent à devoir payer des impôts très importants. Certains doivent hypothéquer leur terrain ou quitter leur maison, avaient fait valoir les partisans du projet, sans compter qu'entre deux héritiers, l'agriculteur serait préterité. Mais, faute d'accord en vue, les partisans du projet, majoritaires au Conseil national, ont laissé tomber même si l'agriculteur vaudois Jean-Pierre Grin a tenté un dernier baroud d'honneur. Les tenants d'un changement de système espèrent maintenant qu'une solution sera trouvée en abordant plus largement et pour tous les indépendants la question de l'imposition des immeubles qui font partie de la fortune commerciale. Un postulat en ce sens a d'ailleurs été déposé.

Pour pouvoir traiter les dossiers fiscaux des agriculteurs en souffrance depuis l'entrée en vigueur de l'arrêt du Tribunal fédéral redéfinissant la notion d'immeuble agricole, **le gouvernement cantonal vaudois** a émis une directive octroyant une remise d'impôt à des conditions facilitées. Voici ce que dit à ce propos le communiqué de presse d'AGIR du 19 septembre 2017 :

"Les quelque 200 agriculteurs vaudois lourdement préjudiciés par le changement de régime soumettant les gains réalisés lors d'une aliénation à l'impôt sur le revenu – suite à un arrêt du Tribunal fédéral de décembre 2011 – voient enfin une porte de sortie se profiler : sur demande, le fisc leur accordera une remise exceptionnelle sur l'impôt cantonal. La mesure, effective dès ce jour par le biais d'une directive, est valable pour deux ans et renouvelable si nécessaire, a annoncé lors d'une conférence de presse le chef du Département des finances et des relations extérieures (DFIRE) Pascal Broulis.

Vaud particulièrement touché

En 2011, le Tribunal fédéral jetait un gros pavé dans la mare en donnant dans un arrêt une nouvelle définition des immeubles agricoles et sylvicoles. Avec pour effet collatéral immédiat que, dès cette date, la totalité du bénéfice réalisé lors de la vente d'un immeuble agricole en zone à bâtir était désormais soumise à l'impôt sur le revenu. Une décision radicale, peu en phase avec la réalité de la transmission immobilière dans le contexte agricole, mais aux conséquences lourdes : le taux d'imposition, en certains cas, est passé de 7% à plus de 50%.

Dans le canton de Vaud, troisième en termes de superficie agricole et sans doute plus touché que d'autres en raison d'un marché immobilier porté à la surchauffe, les dossiers en souffrance ont commencé à s'empiler devant le fisc. D'autant que ce dernier a vu sans plaisir la décision du TF créer de facto un nouvel impôt fédéral, "alors que c'est au niveau communal que l'impôt foncier devrait susciter de la plus-value", comme le synthétise Pascal Broulis. La tentative de réforme de la fiscalité agricole aux Chambres fédérales a pu fournir de l'espoir (notamment celui d'un retour au système antérieur), mais s'est soldée après cinq ans de discussions par un abandon pur et simple du projet, en juillet 2017.

Marge de manœuvre limitée

De quoi inciter le gouvernement vaudois, en réponse à diverses interventions au Grand conseil à imaginer rapidement une solution applicable pour ces cas, sans s'écarter du droit fédéral. Le DFIRE a donc exploré plusieurs pistes et opté pour une remise exceptionnelle, à conditions facilitées, de l'impôt cantonal – le seul sur lequel le canton dispose d'une certaine marge de manœuvre.

Pourront en bénéficier les agriculteurs mis en difficultés financières par la nouvelle réglementation, pour autant qu'ils n'aient pas déjà recouru à l'un des (rares) instruments permettant d'en limiter l'impact, soit l'imposition différée ou l'allègement en fonction de la RIE II lorsque l'agriculteur planifie sa sortie de la profession. La remise doit être demandée par le contribuable, sur la base d'une décision de taxation effective. Elle suit un barème dégressif, porte sur le supplément d'impôt qu'entraînent les nouvelles règles et est de 66% pour les gains inférieurs ou égaux à 300'000 francs.

Ensuite, le taux d'allègement diminue progressivement à mesure que la plus-value réalisée augmente. Lorsque le gain dépasse 1,5 million de francs, la remise cesse totalement. Pour des raisons d'équité face à l'impôt, cette remise est limitée dans le temps.

172 dossiers concernés par la directive

La directive est valable jusqu'au 31 décembre 2017 mais, précise Pascal Broulis, "si ce délai ne permet pas de traiter la totalité des dossiers en souffrance, un délai supplémentaire de deux nouvelles années pourra être accordé". Actuellement, un peu plus de 216 dossiers fiscaux en panne pour des raisons liées à l'application du nouveau cadre légal attendent d'être débloqués;

sur ces 216 cas, 172 pourraient bénéficier de la directive vaudoise, les autres étant au-dessus de la limite de 1,5 million de francs.

Le Conseil d'Etat entend suggérer aux communes de procéder elles-mêmes à une remise analogue pour l'impôt communal – un courrier dans ce sens leur est adressé dès aujourd'hui. Impossible en revanche de toucher ni à l'impôt fédéral (IFD) ni à la part échue à l'AVS, même si le cumul des deux peut également se révéler "confiscatoire", souligne l'argentier vaudois au passage. Comme pour rappeler que la solution vaudoise ne met pas fin au problème."

7. Assemblées des délégués FSV et VITISWISS 2018

Elles auront lieu le vendredi 20 avril 2018 à Neuchâtel.

Merci de bloquer d'ores et déjà cette date dans vos agendas.

* * * * *

1. Frost vom April 2017

In seiner Pressemitteilung vom 18. August 2017 kündigte fondssuisse (Schweizerischer Fonds für Hilfe bei nicht versicherten Elementarschäden) an, aufgrund des ausserordentlichen Frostereignisses mit schweizweit grossen Schäden auf die Frostschäden 2017 einzutreten und damit eine Ausnahme zu den geltenden Beitragsbedingungen zu machen. In Ergänzung zu den Massnahmen von Bund und Kantonen (und den teilweise bestehenden Versicherungsmöglichkeiten) wird fondssuisse stark betroffene Landwirtschaftsbetriebe (Härtefälle) mit à fonds perdu Beiträgen zur Abfederung der aussergewöhnlichen Ertragsverluste unterstützen. Die Höhe der Entschädigung kann erst festgelegt werden, wenn die Schadenmeldungen aus der ganzen Schweiz bei fondssuisse eingetroffen sind.

Die Beitragsbedingungen richten sich nach den fondssuisse-„Richtlinien“ und werden für die Frostschäden 2017 an Obst, Beeren und Reben wie folgt präzisiert:

1. Beitragsberechtigte Geschädigte

Beitragsberechtigt sind Bewirtschafter und Bewirtschafterinnen in der Schweiz gemäss Art. 3 Abs. 1 u. 2 DZV 1) mit:

- **mind. 60 % SAK** im Obst-/Beeren-/Weinbau
- **mind. 1 ha** bewirtschaftete Fläche Obst/Beeren/Wein.

Das ausserlandwirtschaftliche Einkommen soll nicht mehr als 50 % ausmachen.

Berechtigt sind zudem Korporationen/Genossenschaften, die zur rationellen Bewirtschaftung des Bodens gebildet wurden, soweit deren Mitglieder natürliche Personen sind.

2. Schadenhöhe

Der gesamte Ernteausfall 2017 des Betriebs im Obst-, Beeren- und/oder Weinbau aufgrund des Frostes beträgt:

- **mind. 75 %** (Schädigungsgrad I/stark)
- **mind. 50 % bis 75 %** (Schädigungsgrad II/reduziert).

Der Ernteausfall bezieht sich auf die Erntemenge 2017 (in kg) im Vergleich mit dem Durchschnitt der letzten 4 Jahre. Der Ernteausfall des Betriebs ergibt sich aus dem gewichteten Durchschnitt aller Flächen/Kulturen.

3. Einkommens- und Vermögensverhältnisse:

Massgebend sind die Steuerfaktoren des Steuerdomizils (steuerbares Einkommen und Vermögen, nach Sozialabzügen) aller beteiligten Personen:

- Bis zu einem Einkommen von CHF 100'000.00 und/oder einem Vermögen von CHF 1'000'000.00 werden Beiträge ohne Abzug gewährt.
- Darüber werden abgestuft nach einer Skala Abzüge verrechnet. Über CHF 200'000.00 Einkommen und/oder CHF 2'000'000.00 Vermögen kein Beitrag mehr.

Die Formulare für die Anmeldung von Frostschäden an Obst, Beeren und Reben konnten bei den kantonalen Fachstellen bezogen werden und mussten an diese bis spätestens 15. September eingereicht werden.

Jüngste Schätzung der Ernteauffälle aufgrund des Frühjahrsfrostes vom April 2017:

Region	Ernteauffall über die gesamte Fläche
Wallis	ca. 10 %
Waadtland	unbedeutend (ausser Vully)
Vully VD und FR	zwischen 40 und 60 %
Genf	zwischen 30 und 40 %
Neuenburg	unbedeutend
Bielersee	keine Ausfälle
Tessin	3 bis 5 %
Deutschschweiz	ca. 40 %

2. Verordnung des EDI über Getränke

Die neue Verordnung über Getränke trat am 1. Mai 2017 in Kraft. Die Kapitel 3 bis 6, Art. 69 bis 97, enthalten Bestimmungen für Wein, und die Anforderungen an die önologischen Verfahren sind im Anhang zur Verordnung enthalten.

Die Erläuterungen des Bundesamtes für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) zur Getränkeverordnung sind folgende:

"Kapitel 3 bis 6 : Wein, alkoholfreier Wein, Schaumwein, alkoholfreier Schaumwein und weinhaltige Getränke

Die Bereiche Wein, Schaumwein und weinhaltige Getränke wurden bereits gemäss dem Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft über den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen harmonisiert. Die geringfügigen Änderungen dienen insbesondere dazu, die umfassenden Anforderungen auf aktuellem Stand zu halten, namentlich die lange Liste der im europäischen Recht anerkannten önologischen Verfahren. Neu enthält die Liste der önologischen Verfahren auch die für die Herstellung von Wein zulässigen Zusatzstoffe. In den übrigen Kapiteln über die verschiedenen Kategorien alkoholischer Getränke werden die Anforderungen an die Zusatzstoffe nicht geregelt.

Die Möglichkeit der Erteilung einer Bewilligung für ein neues önologisches Verfahren wurde aufgehoben. Das BLV wird daher prüfen, ob die geltenden gesetzlichen Grundlagen so angepasst werden können, dass neue Verfahren berücksichtigt werden können. Dabei ist jedoch zu beachten, dass das BLV den betroffenen Kreisen in der Vergangenheit nur selten eine solche Bewilligung ausgestellt hat.

Besondere Bedeutung kommt zwei Neuerungen bei der Kennzeichnung zu. In Zukunft dürfen die in einer eidgenössischen oder kantonalen Gesetzgebung festgelegten Weinbegriffe in der Firmenbezeichnung nur aufgeführt werden, wenn sie die Anforderungen dieser Gesetzgebung erfüllen (Art. 75 Abs. 1 Bst. b). Heute werden diese Angaben auf zahlreichen Flaschen angebracht, auch wenn sie nicht der Realität entsprechen, was einer Täuschung der Konsumentinnen und Konsumenten entspricht.

Zudem kommt es vor, dass gewisse Produzentinnen und Produzenten, vor allem im Schaumweinbereich, ausländische Weine oder Weintrauben einführen und diese einer letzten Verarbeitung unterziehen (z. B. einer zweiten Gärung), damit sie den Hinweis "Produktionsland

Schweiz" anbringen können. Wenn in Zukunft das Produktionsland und das Herkunftsland der Weintrauben oder der Weine, mit denen das Enderzeugnis gewonnen wurde, nicht identisch sind, muss das Produktionsland so angegeben werden, dass dieser Unterschied ersichtlich ist. Dazu ist entweder die Herkunft der verwendeten Weine oder Weintrauben anzugeben oder es ist darauf hinzuweisen, dass sie aus verschiedenen Ländern stammen (Art. 76 Abs. 7 Bst. b).

Schliesslich wird der Begriff "Schiller" neu in der Weinverordnung umschrieben. Diese Verordnung wird überdies mit neuen weinspezifischen Begriffen ("Gut" und "Keller") ergänzt. Ausserdem gilt die Einschränkung, wonach Roséwein insgesamt bis höchstens 10 Prozent mit Weisswein verschnitten werden darf (Art. 73 Abs. 6), nicht für die Erzeugung von Cuvées, die für die Herstellung von Schaum- und Perlwein bestimmt sind. Folglich darf hier der prozentuale Anteil an Weisswein höher sein."

Die Angaben auf der Weinetikette werden im Artikel 75 der neuen Getränkeverordnung geregelt. Diese verweist auf die Verordnung betreffend die Information über Lebensmittel (LIV). Darin wird in Artikel 9 und 21, respektive im Anhang 9, festgehalten, dass Getränke mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent von der obligatorischen Nährwertdeklaration ausgenommen sind. Ausgenommen von dieser Regel bleiben wie bis anhin Hinweise auf allergene Inhaltsstoffe (z.B. Schwefel, Nüsse usw. gemäss Art. 75, Abs. 1, Buchstabe e der Getränkeverordnung) und die Herkunft eines importierten Ausgangsproduktes, wenn der Anteil dieser Zutat am Enderzeugnis 50 Massenprozent oder mehr beträgt (Art. 16 LIV).

Die Schweizer Weinhandelskontrolle ist eine Quelle für detaillierte Informationen in engem Kontakt mit der Praxis. Sie ist zudem damit beauftragt, die über die Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen zur Kennzeichnung von Weinen zu wachen. (Tel. 043 305 09 09 ; info@cscv-swk.ch).

3. BSRW

3.1 Antrag zur Ausdehnung der Selbsthilfemassnahmen

An seiner Sitzung vom 28. Juni 2017 hat der Vorstand des BSRW beschlossen, beim BLW den Antrag auf Ausdehnung der Selbsthilfemassnahmen für die Erhebung von Werbebeiträgen für Schweizer Wein zu stellen. Um einen solchen Antrag zu stellen, ist jedoch ein offizieller Beschluss der Delegiertenversammlung notwendig. Das Sekretariat hat deshalb am 24. August 2017 eine ausserordentliche Delegiertenversammlung in Form einer Telefonkonferenz einberufen. Einstimmig und ohne Diskussion haben die Delegierten beschlossen,

- die Werbekampagne für Schweizer Wein in den Jahren 2018 bis 2021 weiterzuführen,*
- die Umsetzung der Werbekampagne der Swiss Wine Promotion AG anzuvertrauen,*
- die Flächenbeiträge bei 0.455 Rappen pro m² (CHF 0.00455) für die Traubenproduktion, und bei 0,55 Rappen pro Kilo Trauben (CHF 0.0055) für die Weinbereitung zu belassen,*
- die Ausdehnung der Selbsthilfemassnahmen betreffend die Werbekampagne für Schweizer Wein zu beantragen.*

Der Antrag auf Ausdehnung der Selbsthilfemassnahmen für die Jahre 2018 bis 2021 wurde darum am 24. August 2017 beim Direktor des BLW eingereicht. Mit einer Antwort kann im Monat November gerechnet werden. Der Präsident des SWBV und der Präsident des BSRW haben kürzlich Herrn Bundesrat Scheider-Amman getroffen, um ihn unter anderem zu bitten, dieses Dossier zu unterstützen.

3.2 Übergang des AOC Systems im Weinbau in das System AOP-IGP

Anlässlich der gemeinsamen Sitzung vom 27. April 2017 mit dem BLW, der Konferenz der Landwirtschaftsämter der Schweiz (KOLAS) und dem BSRW wurde beschlossen, dass ein zweites solches Treffen in Form eines Workshops mit einer Pilotregion stattfinden soll. Damit sollen die möglichen Auswirkungen der Einführung des Systems AOP/IGP besser eingeschätzt werden können, insbesondere in wirtschaftlichen Belangen. Der Kanton Waadt hat sich für die Durchführung eines solchen Workshops zur Verfügung gestellt. In der Zwischenzeit haben sich die Regionen Chablais und Vully für eine Zusammenarbeit bereit erklärt, mit der die für die Diskussion benötigten Daten generiert werden sollen. Der Workshop wird am 29. August 2017 in Yvorne stattfinden. Die Diskussionen drehten sich vor allem um die Auswirkungen eines Verschnittverbotes für AOP Weine, einer Harmonisierung der Bestimmung, welche den Anteil der Trauben, deren geografische Herkunft für die Angabe verwendet wird, auf 85% festlegt und die Anforderung an die AOP-IGP Weine, innerhalb eines begrenzten geografischen Gebietes produziert zu werden.

4. VITISWISS

4.1 Neue Beiträge für den Rebbau

Das gesamte Dossier zur Direktzahlungsverordnung wird in seiner definitiven Version in der zweiten Hälfte des Monats Oktobers veröffentlicht. Die minimalen Änderungen werden danach im Dokument zu den ÖLN Bestimmungen im Rebbau publiziert.

Die definitive Version des Dokuments zu den neuen Beiträgen im Rebbau wird ab Anfang September bereit stehen. Die Beiträge sind jedoch noch nicht festgelegt.

4.2 Aktionsplan zur Risikoreduktion und nachhaltigen Anwendung von Pflanzenschutzmitteln und Liste der Produkte

Die nachfolgende Liste enthält diejenigen Fungizide, die nicht mehr verwendet werden dürfen, um diese Beiträge zu erhalten:

PSM mit einem besonderen Risikopotential

Als PSM mit besonderem Risikopotential gelten PSM mit einem Wirkstoff, der mindestens eines der folgenden Kriterien erfüllt:

- Der Wirkstoff ist gemäss PSMV ein Substitutionskandidat,
- der Wirkstoff ist im Boden persistent ($DT_{50} > 6$ Monate)¹⁴.

Die folgenden Wirkstoffe erfüllen mindestens eines dieser Kriterien:

Wirkstoff	Wirkstoff gilt als Substitutionskandidat	Persistent im Boden
1-Methylcyclopropen (1-MCP)	x	
Aclonifen	x	
Bifenthrin	x	
Bixafen		x

Wirkstoff	Wirkstoff gilt als Substitutionskandidat	Persistent im Boden
<i>Bromadiolon</i>	X	
<i>Bromuconazol</i>	X	X
<i>Chlorotoluron</i>	X	
<i>Cyproconazol</i>	X	
<i>Cyprodinil</i>	X	
<i>Difenoconazol</i>	X	
<i>Diflufenican</i>	X	
<i>Dimethoat</i>	X	
<i>Diquat</i>	X	X
<i>Epoxiconazol</i>	X	
<i>Etofenprox</i>	X	
<i>Etoxazol</i>	X	
<i>Famoxadon</i>	X	
<i>Fipronil</i>	X	
<i>Fludioxonil</i>	X	
<i>Flufenacet</i>	X	
<i>Flumioxazin</i>	X	
<i>Fluopicolid</i>	X	
<i>Fluquinconazol</i>	X	
<i>Fluxapyroxad</i>		X
<i>Glufosinat</i>	X	
<i>Haloxyfop-(R)-Methylester</i>	X	
<i>Imazamox</i>	X	
<i>Isoproturon</i>	X	
<i>Kupfer</i>	X	X
<i>Lambda-Cyhalothrin</i>	X	
<i>Lenacil</i>	X	
<i>Linuron</i>	X	
<i>Lufenuron</i>	X	X
<i>Metconazol</i>	X	
<i>Methomyl</i>	X	
<i>Methoxyfenozyd</i>		X
<i>Metrafenon</i>		X
<i>Metribuzin</i>	X	
<i>Metsulfuronmethyl</i>	X	
<i>Myclobutanil</i>	X	X
<i>Nicosulfuron</i>	X	
<i>Oxyfluorfen</i>	X	
<i>Paclobutrazol</i>	X	
<i>Pendimethalin</i>	X	
<i>Pirimicarb</i>	X	
<i>Prochloraz</i>	X	
<i>Propiconazol</i>	X	
<i>Propoxycarbazon-Sodium</i>	X	
<i>Prosulfuron</i>	X	

Wirkstoff	Wirkstoff gilt als Substitutionskandidat	Persistent im Boden
Quinoxifen	x	
Sulcotrion	x	
Tebuconazol	x	
Tebufenpyrad	x	
Thiabendazol		x
Thiacloprid	x	
Triazoxid	x	
Ziram	x	

¹⁵ Die Bestimmung der DT₅₀-Werte erfolgte anhand der Daten, welche im Rahmen der Bestimmung der Substitutionskandidaten verwendet wurden. Persistente Wirkstoffe, die im Boden natürlich in entsprechenden Mengen vorkommen, wurden nicht berücksichtigt (Aluminiumoxid, Eisen-III-Phosphat, Kaliumbicarbonat, Kaolin, Mineralstoffe und Siliciumoxid).

4.3 Verzeichnis der Nachhaltigkeits-Massnahmen - Modul Rebbau, Weinbereitung, Betrieb

Die Mitglieder der Technische Kommission Rebbau und Weinbereitung haben die Module Rebbau und Weinbereitung überprüft. Sie möchten der Delegiertenversammlung 2018 einige Änderungen und Neuigkeiten vorschlagen, die 2019 in Kraft treten sollen.

Änderungswünsche an den Modulen können von allen bis zum 1. Dezember 2017 noch eingereicht werden.

5. Weinbauzentrum Wädenswil

Am 5. September 2017 hat die Delegiertenversammlung des BDW (Branchenverband Deutschschweizer Wein) dem Kompetenzzentrum für Reb- und Weinbau, das Anfang 2018 in Wädenswil seine Tore öffnet, seinen Segen erteilt. Zur seiner Agenda sollen die Themen Nachhaltigkeit, strukturelle Entwicklung, Digitalisierung im Rebbau und Weinmarketing gehören. Das Zentrum wird auch Dienstleistungen im Bereich der angewandten Forschung, Beratung, Grundausbildung und Weiterbildung, sowie den Erhalt des kulturellen Erbes anbieten. Das Projekt wurde vom BDW erarbeitet und wird von der Vereinigung für ein Weinbauzentrum in Wädenswil unterstützt (gebildet durch Agroscope, BDW, Strickhof und der Zürcher Hochschule für angewandte Wissenschaften ZHAW).

6. Besteuerung land- und forstwirtschaftlicher Grundstücke

Am 14. Juni 2017 hat der Nationalrat mit 112 gegen 63 Stimmen beschlossen, die Reform dieser Besteuerung im landwirtschaftlichen Bereich zu verwerfen. Die Revision forderte die Rückkehr zur alten Besteuerungspraxis, denn die Übertragung von Grundstücken aus dem Geschäftsvermögen in das Privatvermögen stellt für viele Landwirte eine massive Steuerbelastung dar. Die Befürworter der Revision führten an, dass gewisse Betriebe ihr Grundstück mit einer Hypothek belasten oder ihr Haus sogar verlassen müssen, und dass es zu einer Ungleichbehandlung gegenüber nicht als Landwirten tätigen Erben kommen kann. Da keine Einigung in

Sicht war, liessen die Befürworter, die im Nationalrat die Mehrheit ausmachten, die Revision fallen, obwohl der Waadtländer Landwirt Jean-Pierre Grin im Nationalrat einen letzten Versuch startete. Die Anhänger des neuen Besteuerungssystems hoffen nun, dass allgemeingültige Lösungen gefunden werden, indem die Frage der Besteuerung von Grundstücken im Geschäftsvermögen umfassender angegangen wird. Ein Postulat zu diesem Thema wurde bereits eingereicht.

7. Delegiertenversammlungen SWBV und VITISWISS 2018

Die Versammlungen finden am Freitag, 20. April 2018 in Neuenburg statt.

Danke, dass Sie sich dieses Datum schon heute in Ihre Agenden schreiben.

* * * * *